

# Corruption : que faire dans un pays abîmé ?

**S**onatrach et le pétrole sont à l'évidence les plus grands pots de confiture où, durant des années, sont venus se sucrer les coquins initiés du régime. Dans une sorte d'impunité quiète, l'on s'en est servi comme source d'enrichissement personnel grâce à des réseaux sophistiqués de connivence internationale. Longtemps convaincus de l'imperméabilité de la toile qu'ils ont tissée et, peut-être même, d'une certaine bienveillance politique qui fermait les yeux, ils avaient multiplié des opérations douteuses sans se demander d'où pourraient éclater les scandales. Or, ces derniers obéissent également à la loi des séries au point que, d'une révélation à une autre, l'on s'est aperçu que la première pompe à finance du pays est en passe de devenir un scabreux feuilleton judiciaire où les larrons cités étaient recrutés dans la haute nomenclature du pouvoir.

Si, depuis 20 mois, la première instruction du parquet général ne donnait que les noms de l'ex-ministre de l'Energie et de quelques subordonnés, depuis une semaine, la pro-

céduce s'est élargie à la suite d'indications parvenues d'Italie et précisément du parquet de Milan. Coup de tonnerre dans l'ambiance feutrée de la salle des pas perdus du tribunal de Sidi M'hamed : le nom d'un cacique protégé est livré par la justice italienne. Celle-ci souhaite impérativement connaître le rôle qu'il aurait tenu dans le trafic d'influence de son neveu et de la manière dont des pots-de-vin et les rétro-commissions ont profité à celui-ci mais, également, aux interlocuteurs d'ENI et SAIPEM. Il a donc suffi que Mohamed Bedjaoui, ce très proche compagnon de route du chef de l'Etat, soit simplement cité collatéralement pour que l'étonnement se mue en solide soupçon. Il est vrai que dans de pareils cas et précisément dans l'atmosphère de turpitudes qui enveloppe les institutions de l'Etat, le pire n'est jamais loin.

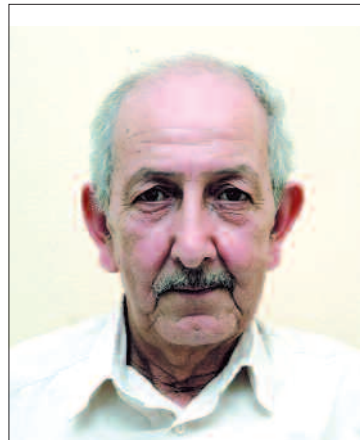
Voilà par conséquent un vieux clerc du système politique, dont on dit qu'il coule confortablement une retraite entre son pied-à-terre à l'étranger et sa résidence nationale, sommé d'expliquer, voire de s'affranchir comme il saurait le faire en

tant que brillant juriste, d'un doute qui l'éclabousse. Sauf qu'en matière de netteté intellectuelle et éthique, dans l'exercice des multiples fonctions qu'il occupa, il ne laissa guère un souvenir impérissable. En effet, la chronique politique de la décennie passée a souvent commenté son action, mais d'une manière peu avantageuse pour lui. Ne l'a-t-on pas apprécié différemment dans la classe politique en avril 1999, lorsqu'il valida un scrutin présidentiel, supposé pluraliste, avec un seul candidat en lice ? Puis en 2002, alors qu'entre-temps, il fut promu à la présidence du Conseil constitutionnel, ne parapha-t-il pas les résultats des législatives en Kabylie alors que le ministère de l'Intérieur avait admis que dans la totalité de cette région, la participation électorale était inférieure à 3% ! Ainsi, ce juriste rompu pourtant à l'esprit des lois, a-t-il été capable d'en faire des lectures contraires. Selon les injonctions de son employeur, n'a-t-il finalement été qu'un exégète laxiste lui qui fut abusivement précédé d'une réputation internationale pour avoir siégé au tribunal arbi-

tral de La Haye. Sans doute qu'il y a eu dans sa pratique, entre 1999 et 2006, une tentation de revanche à prendre sur l'histoire du système qui l'avait écarté malgré sa loyauté puisqu'il fut le principal inspirateur de la Constitution «franchement pétainiste»<sup>(1)</sup> qu'avait exigée Boumediène en 1976.

Ceci dit, ce portrait en creux du personnage ne se veut pas, le moins du monde, un réquisitoire à charge dans l'affaire des pots-de-vin, il ne vise qu'à mettre en exergue sa solide proximité avec Bouteflika et partant le poids de l'influence qu'il possédait sur le personnel politique qui gravitait dans le sommet de l'Etat.

Or, l'effet est fâcheux pour le président de la République qui n'apprécie certainement pas ce déballage sur l'affairisme de quelques-uns de son clan originel, même s'il doit laisser entendre que, pour sa part, il les a sanctionnés en les écartant. Qu'il prétende, par clause de style, que la justice seule doit désormais suivre son cours n'empêchera pas ces dégâts d'abîmer un peu plus l'image de son régime.



Par Boubakeur Hamidechi  
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Alors qu'il s'apprête à entamer le sprint final de son 3<sup>e</sup> mandat, il ne pourra quand même pas occulter le versant obscur de la totalité de ses bilans. Celui qui ne doit et ne peut s'examiner qu'à la toise de la morale de l'Etat.

Or, comment peut-on se revendiquer de la «grandiose servitude de l'Etat» lorsque les faits disent le contraire et vous désigne du doigt les aigrefins dans votre entourage ?

B. H.

(1) C'est en ces termes que le juriste et ex-diplomate Cherif Derbal avait qualifié la Constitution rédigée par Bedjaoui dans une contribution parue en 2002.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com

## Comment le pont des généraux s'est transformé en trémies des civils !

Intempéries à l'est du pays. 7 routes nationales bloquées par la neige. Mais les autorités l'ont promis : la situation va s'améliorer.

Dès que la neige aura fondu !

Les week-ends, je marque une pause. En fait de week-end, nous les journalistes n'avons qu'un seul jour de repos, le jeudi. Forcément, puisque mis à part certains de nos confrères qui paraissent le vendredi, nous autres ne sommes pas présents sur les étals. Bref ! Ce n'est pas à un exposé sur la parution des journaux et sur la dynamique du repos hebdomadaire des femmes et hommes de presse que je vous convie aujourd'hui. Non ! C'est juste pour vous dire que ce jour de repos, je le consacre généralement à faire un peu de rangement dans mes affaires, dans mes dossiers. Je suis un grand compulsif. Je dois à la vérité psychiatrique de vous avouer que je suis même un malade de l'archivage et du rangement. Ce qui me pose d'ailleurs d'énormes problèmes à la maison, cette dernière débordant de toutes ces pauvres jointures à cause des piles d'anciens journaux, de DVD et autres supports d'archivage que j'emmagasine outrageusement et compulsivement. Et c'est comme ça, grâce à ce fonds documentaire que je suis tombé, plutôt retombé sur ce fameux discours d'Abdekka où le président évoquait le «pont des généraux» et suggérait une liste de onze hauts gradés de l'ANP impliqués selon lui dans le trafic, la corruption et l'import-import à la limite bigrement dépassée de la légalité. J'avoue qu'avec du recul, jeudi donc, mais aussi hier vendredi, j'ai entendu et vu, réentendu et

revu ce discours avec un sourire en coin. Voilà un monsieur élu au Palais présidentiel et dont l'une des plus importantes premières prises de parole publique a été en grande partie consacrée à tirer sur des généraux, les accusant de trucs pas très nets économiquement et éthiquement, et ce monsieur se trouve être le chef de l'Etat dont les mandats successifs à la tête du pays auront consacré le plus fort taux de «corruption civile» de l'Algérie indépendante. Eh oui ! Y a qu'à refaire défiler l'écheveau des scandales financiers de ces dix dernières années pour se rendre compte que ce sont, en majorité, des membres de l'aréopage civil virevoltant et gravitant autour et dans le Palais qui sont derrière la saignée économique de l'Algérie. C'est tout de même un comble ! Venir en 1999 placer et situer à haute voix la lutte contre la corruption à quelques centimètres seulement des casernes et des épaules vachement galonnées pour en arriver au bout de quelques années à produire malgré soi un bilan corromptif entièrement à l'actif de civils ! Bien sûr qu'il ne faut pas en tirer de conclusions hâtives. D'ailleurs, le journal ne me paie pas pour tirer des conclusions. Mais bien plutôt pour entretenir comme il se doit ma superbe collection d'archives. Et comme je suis quelqu'un de consciencieux, que je veux montrer à mon boss que cette collection, je l'entretiens comme la prune de mes yeux, je vous ai ressorti ce «bilan» extraordinairement décalé de la corruption à l'algérienne. Disons... une corruption de texture vraiment civile. Très très civile. Et même familiale-civile. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

